



**REPUBLIQUE FRANCAISE**

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**N° DLM 2020-82 - Séance du 17 septembre 2020**

*ACTES*

*5. Institutions et vie politique*

*5.5 Délégation de signature*

| Nombre des membres  |          |                           | Vote       |    |
|---------------------|----------|---------------------------|------------|----|
| Membres en exercice | Présents | Qui a pris part aux votes | Pour       | 28 |
| 29                  | 27       | 28                        | Contre     | 0  |
|                     |          |                           | Abstention | 0  |

L'an 2020, le 17 septembre à 19 heures le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 11 septembre 2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 11 septembre 2020.

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc, MAZOLLIER Elisabeth, MARTY Philippe, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, PAHLAWAN Carole, DUCAMP Ludovic, LUDGER Julie, CARBONELL David, GAUBERT Christiane, TEXIER Marie-France, AMALVY Marie-Thérèse, DEVESA Josiane, BAUDOUR Michel, VIDAL Bernard, DURA Virginie, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, CORDEAU Damien, VITOU Claire, CHAZOTTES François-Xavier, DALMAS Valérie, MONIN Séverine, DOLL Christophe, TAPIE Olivier, POTAVIN Xavier, CHENOT Emilie, FAURE Martin.

**Pouvoir de :** DURIX Olivier pour CORDEAU Damien

**Secrétaire de séance :** François-Xavier CHAZOTTES

## N° DLM 2020-82 – DÉSIGNATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL MUNICIPAL POUR PRENDRE UNE DECISION SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'URBANISME

Monsieur Christophe KASZUBA, adjoint au maire délégué à l'urbanisme, à la sécurité et à la prévention rapporte :

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, propriétaire d'une villa sise 3 rue du Mas de Baillargues à BAILLARGUES, a déposé en mairie en octobre 2019 un dossier de déclaration préalable en vue d'entreprendre des menus travaux consistant, d'une part, à créer des ouvertures sur les façades Nord et Est de la villa, d'autre part, la réalisation d'un abri voiture couvert depuis la limite séparative Est.

Suivant arrêté municipal du 8 novembre 2019, le maire-adjoint délégué à l'urbanisme ne s'est pas opposé aux travaux sollicités.

Cet arrêté a fait l'objet d'un recours au fond auprès du Tribunal administratif de Montpellier, dans lequel il est excipé l'illégalité de l'arrêté au motif que le conseil municipal aurait dû préalablement désigner l'un de ses membres pour prendre la décision.

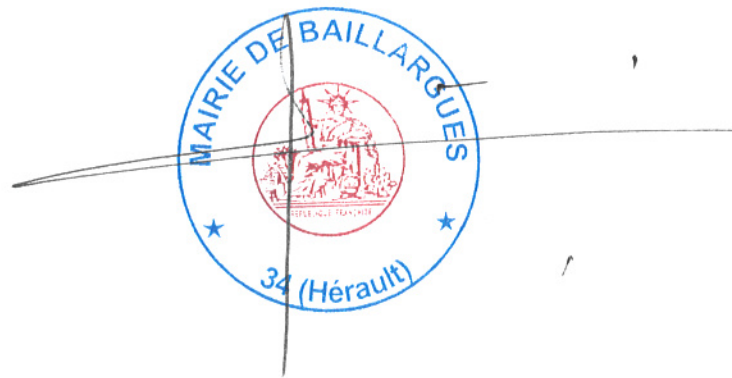
En conséquence, il est proposé au conseil municipal, en application de l'article L.422-7 du Code de l'urbanisme, de désigner « un autre de ses membres pour prendre la décision », afin d'ôter à cet arrêté tout risque de fragilité juridique ».

Monsieur le maire se retire afin de ne pas prendre part à la décision.

Le conseil municipal ouï l'exposé de Monsieur Christophe KASZUBA et après en avoir délibéré à l'unanimité, **DÉSIGNE** Monsieur Xavier POTAVIN, conseiller municipal, pour prendre toutes décisions relatives à cette demande d'autorisation d'urbanisme déposée en octobre 2019, intéressant personnellement Monsieur le maire.

Pour extrait conforme,  
Le 21 septembre 2020,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)